

Les monnaies sociales, servent-elles au développement durable ?

Mots clés associés : vie quotidienne | territoires et acteurs locaux | crise financière | décroissance | économie sociale et solidaire | monnaies complémentaires | monnaies sociales

Résumé

Des monnaies complémentaires aux monnaies officielles ont souvent existé dans la plupart des pays, depuis longtemps. Les monnaies sociales sont un type particulier de ces monnaies. Cet article se propose de rapprocher leur existence des nouveaux mouvements sociaux, notamment ceux de l'économie sociale et solidaire, les finances solidaires et le développement durable. Ils se sont développés très indépendamment les uns des autres et deux phénomènes récents nous incitent à les regarder d'une façon nouvelle :

- les crises financières à répétition dans toutes les régions du monde, dont la plus récente a atteint le centre du pouvoir économique global en 2008 ;
- le changement climatique, dont les conséquences ne peuvent plus être niées et qui exigent de notre responsabilité de réagir pour l'avenir des prochaines générations.

À partir de notre connaissance de l'Amérique Latine, nous essayons ici de montrer l'urgence d'un rapprochement entre les différentes initiatives pour qu'elles puissent se renforcer pour changer l'avenir.

Auteurs

Primavera Héloïsa

Économiste et sociologue, Professeure en Administration publique à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires, Heloisa Primavera a conduit de nombreux travaux sur les monnaies complémentaires et l'économie sociale en Amérique latine, surtout en Argentine et au Brésil.

Elle a contribué à la création du Réseau latino-américain de socio-économie solidaire (RedLASES) et participe au projet COLIBRI dont l'objectif est la formation des promoteurs du « développement intégré et durable » en Amérique latine.

Texte

I. Monnaies complémentaires, monnaies sociales et économie solidaire.

Selon Jérôme Blanc (1998), les monnaies complémentaires aux monnaies officielles sont plutôt la règle que l'exception : 465 formes de paiement ont été identifiées entre les années 1988 et 1996 dans 136 pays. La plupart des cas ont été promus soit par les entreprises du « libre marché », soit par les gouvernements régionaux, en situation de crise.

En fait, ce n'est qu'à partir des années 80 que des initiatives d'un nouveau type commencent à être utilisées et se multiplient peu à peu, partout dans le monde : les protagonistes de ces formes sont aussi les usagers des nouveaux instruments de paiement. C'est Michael Linton, à Vancouver (Canada), en 1982, qui a conçu l'initiative pionnière des LETS, un système très simple de crédit mutuel comptabilisé en « chèques » personnalisés ; lui-même l'a introduit dans les années suivantes en Australie et en Europe, y compris

en France, où il a gagné le nom de SEL - Système d'Echanges Locaux (Laacher, 2003). Dix ans plus tard, à Ithaca, dans l'état de New York, un groupe de personnes autour de Paul Glover promeut l'émission des premiers billets en papier - les « heures » - tout en assurant que « Nous nous faisons confiance à nous-mêmes » pour répondre au dollar américain qui propose « En Dieu nous faisons confiance ». On peut y reconnaître une première conception du développement local : en considérant la création monétaire comme un droit, les habitants pensent qu'ils en sont eux-mêmes responsables.

Ce n'est que depuis 1995 que des initiatives semblables d'échanges non monétaires appuyés par la production de « billets » commence à se diffuser en Amérique Latine, dans un contexte de grave crise du chômage, due aux programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds Monétaire International et par la Banque Mondiale. Si cela se passe presque en même temps au Mexique et en Argentine (Primavera, 2001), c'est dans ce dernier pays que le phénomène acquiert une dimension tout à fait extraordinaire qui atteint, entre 2000-2002, six millions de personnes, ce qui équivaut à 30% de la population économiquement active. Pendant une longue décennie ces initiatives se sont reproduites en Amérique Latine, de façon tout à fait singulière, selon les conditions politiques, sociales et culturelles de chaque pays.

Ces monnaies, que nous avons proposé de nommer « monnaies sociales » (Primavera, 1999) étaient un type particulier de monnaie complémentaire, car elles étaient créées, distribuées et gérées par les usagers eux mêmes, dans des conditions qui permettaient la transparence et l'équité démocratique. C'est cela qui permet de dire que ces expériences contribuent à une transformation de la société, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des expériences étudiées par Jérôme Blanc. Les véritables monnaies sociales ont donc une valeur ajoutée, celle de l'émancipation politique sur le terrain inaccessible de la souveraineté monétaire.

Ces expériences ont été plus ou moins importantes selon les pays et les périodes considérés. Au cours de la dernière décennie cependant, elles se sont rapprochées des autres mouvements de transformation sociale, en particulier de l'économie sociale solidaire pour laquelle les conditions de production, la consommation éthique et responsable et les finances solidaires commencent à faire système. Les monnaies sociales ne sont plus seulement des stratégies de lutte contre le chômage, elles sont aussi reconnues comme des outils d'engagement pour le développement durable, partie d'un modèle de développement intégré et indispensables dans les luttes majeures pour lutter contre les conséquences du changement climatique. C'est pour cela que théoriciens, chercheurs et enseignants pourraient regagner le rôle protagoniste qu'ils ont commencé à perdre dans la société, en raison de la vitesse vertigineuse des transformations dans tous les domaines, grâce aux nouvelles technologies, notamment les Nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC).

II. L'Argentine comme cas exemplaire.

Le cas des monnaies sociales en Argentine, plus connu sous le nom « d'initiative des réseaux de troc », a été sans doute l'expérience la plus importante du point de vue du nombre de personnes impliquées, et aussi l'une des plus étudiées. Par ses dimensions exceptionnelles, il continue à intéresser à la fois les mouvements sociaux, les communautés scientifiques et des journalistes. Une étude approfondie a été faite au cours des années 2001-2003, dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire - www.alliance21.org - , (Pôle Economie Sociale Solidaire - <http://www.socioeco.org/> - , chantier Monnaie Sociale, Primavera, 2001, 2002), mais son intérêt reste toujours très intense au Nord et au Sud. (Voir Rencontre de Lyon, 2011 et Liverpool, 2012)

Pendant la crise économique des années 90, connue en Amérique Latine comme la période de « l'ajustement structurel » promue par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International pour obliger les pays à payer leurs dettes extérieures, un groupe de 23 personnes s'est réuni à Bernal, petit village de la Grande Buenos Aires pour lancer le premier Club de Troc, afin de promouvoir des échanges non monétaires entre chômeurs et professionnels sous-employés. C'était le 1er Mai 1995. Il a suffi de quelques années seulement pour que l'initiative se répande dans tout le pays, aux pays voisins et au delà en Amérique Latine. C'est sans doute grâce à l'action des groupes organisés autour du mouvement d'économie solidaire que cette expansion a été possible. Son développement, a cependant été très différent selon les contextes sociopolitiques et culturels. C'est en Argentine qu'il a été le plus rapide et étendu, au moins pendant les premières années et nous ne pouvons pas savoir jusqu'où il aurait pu aller, si la crise institutionnelle de décembre 2001 n'avait pas interrompu ce processus de démocratie directe et de souveraineté monétaire.

En novembre 1999, deux ans après la création du Nodo Obelisco à Buenos Aires, nous lançons « le réseau latino-américain de l'économie sociale et solidaire » (RedLASES) afin de diffuser l'initiative des monnaies sociales dans les pays de la région - www.redlases.org.ar - . L'initiative venait de notre groupe de travail au sein d'un Programme d'Alphabétisation Economique, délivré par un groupe de chercheurs et bénévoles à tous les intéressés, soit habitants de cette ville, soit d'autres régions du pays et des pays voisins.

C'est ainsi qu'en 2002, année où la crise financière frappait la société argentine, le premier groupe de troc se démultipliait à des millions de personnes, selon l'estimation de l'agence Gallup. Il y avait alors environ 10.000 groupes organisés et plus de deux cents réseaux de différentes tailles, dans toutes les provinces. A l'époque il y avait cinq projets de loi en discussion à l'Assemblée

Nationale pour réglementer l'émission et la distribution des monnaies sociales (bonds d'échange) au niveau de tout le pays. Mais la crise, qui était au départ financière, est devenue politique et sociale, impliquant l'ensemble des institutions du pays : il y avait tous les jours des pillages dans les supermarchés, des incendies dans les rues, des cambriolages dans les banques, qui ont fait disparaître les épargnes d'une très grande partie de la population. Comment penser que cette économie parallèle ne souffrirait pas des mêmes effets ? La contrefaçon et l'escroquerie ont dominé - elles aussi - les réseaux de troc qui avaient été si soigneusement bâtis par des centaines, voire des milliers de bénévoles... pour améliorer la qualité de vie d'une grande partie de la population affectée par le chômage.

C'est alors que nous avons entrepris, en prenant le temps nécessaire, de reformuler le projet du RedLASES, tout en accompagnant avec beaucoup de mal la « déconstruction » de tout ce qui avait été bâti avec tant de travail, par tant de gens. Les groupes se sont pratiquement dissous, presque en même temps. Vers la fin 2002, il ne restait que quelques milliers de personnes, des millions du départ. Nous avons compris aussi qu'il fallait « migrer » vers d'autres destinations, car le système de troc avec la monnaie sociale avait été blessé à mort, comme acteur de la politique sociale. C'est là que nous avons décidé d'approfondir nos recherches dans les racines du comportement collectif et d'y chercher de nouvelles voies de rapprochement, de reconstruction de l'espoir et la confiance en autrui. Au lieu de faire face au chômage, nous avons estimé que c'était plutôt l'occasion de reconstruire la démocratie et la citoyenneté, atteintes par la grande crise des partis politiques. C'était la faillite de la politique publique qui a conduit au défaut en 2002 et à la fin de la convertibilité peso/dollar USA. La dévaluation de 300% du peso par rapport au dollar USA a permis une expérience inédite au pays : les importations fermées à cause du taux d'échange ont provoqué une réactivation remarquable des économies locales, processus très difficile au départ, mais réussi dans le moyen terme.

Dix ans après la crise, que reste-t-il de nos monnaies ?

Beaucoup de groupes se sont réorganisés mais les grands réseaux, modèles de démocratie participative, ont disparu. En fait, il n'y a qu'un seul réseau qui a gardé un nombre important d'adhérents. Il s'agit du réseau « Club del Trueque Zona Oeste » qui a atteint les 45.000 membres, dont quelques 4000 poursuivent une activité régulière. Un groupe de journalistes français qui a visité l'Argentine entre novembre 2010 et janvier 2011 est sans doute un bon témoin de la situation actuelle. - www.taoaproject.org -

Le projet Colibri

L'essor et le déclin des monnaies sociales en Argentine nous ont appris beaucoup. Les leçons ont inspiré le Projet Colibri - <http://redlases.wordpress.com/proye...> - . Lancé en 2003, il constitue un programme de diffusion du *paradigme de l'abondance* en Amérique Latine en propageant divers outils d'intervention au lieu de mettre l'accent sur la multiplication de clubs /réseaux de troc avec des monnaies locales.

Ces multiples voies d'accès peuvent être adaptées aux modalités de chaque projet, en fonction des caractéristiques des différents territoires, en quatre étapes qui peuvent démarrer dans n'importe quel ordre :

- **1. ARL : l'activation des ressources locales**

Cette première étape vise à faire un diagnostic de la situation du territoire, établir ses limites, en se basant sur l'histoire, les traditions et les événements récents qui ont eu un sens particulier pour la communauté ou le groupe, et sur la richesse culturelle comme patrimoine collectif. Des enseignements peuvent, à ce stade, être tirés des projets en cours dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de la santé ou du développement productif. Rien ne doit être exclu comme « patrimoine », comme capital social. Il s'agit donc de définir des défis pour l'avenir, à court et moyen termes, qui représentent un changement significatif, soit au plan individuel, soit au plan collectif, à condition d'inclure le respect de l'environnement. Une matrice de projets est alors élaborée dans des ateliers collectifs qui durent plusieurs semaines et doivent impliquer tous les acteurs sociaux susceptibles d'être associés pour participer à la définition de la vision qui touche à l'avenir de leur communauté, de ses institutions et de ses membres. Les projets sont classés selon la possibilité de leur mise en œuvre dans le court et le moyen terme, avec ou sans ressources supplémentaires provenant de l'extérieur de la communauté. Les projets immédiats et sans ressources additionnelles sont planifiés pour démontrer leur faisabilité/visibilité et les responsables d'autres projets commencent à chercher des alliés et des partenaires pour les entreprendre. Il est important de remarquer que la visibilité des premiers résultats reste fondamentale pour la crédibilité d'un projet collectif. Il peut s'agir de l'organisation de marchés solidaires, de spectacles culturels, d'événements gastronomiques, de concours de football pour différents publics (y compris femmes dans le chômage et personnes âgées), l'offre de chambres dans les foyers particuliers pour de courts séjours, des circuits de tourisme responsable, des entreprises de production de repas pour les événements officiels ou pour les hôpitaux publics, etc. sont parmi les plus fréquents. En fait, il s'agit simplement de réunir des gens en condition de travailler pour la collectivité et de définir des espaces de participation.

- **2. SAF : systèmes alternatifs de financement**

Les projets individuels, coopératifs, institutionnels et collectifs, considérés comme les plus importants dans le processus de recherche de consensus de la première étape (qui demeure toujours ouverte, en général), sont pris en charge par des commissions

de travail de trois ou quatre membres, au minimum. Celles-ci intègrent aussi des représentants des groupes de voisins, de l'État et des entreprises locales, de façon à profiter des savoirs individuels et collectifs. C'est une étape où la formation est très importante pour changer le paradigme relatif aux différents types de financement, en général méconnus : elle peut révéler la possibilité de dons, de prêts de type microcrédit, de fonds rotatifs, de prêts de programmes spécifiques du gouvernement ou des institutions spécialisées. Il s'agit là de partager des ressources, souvent des informations mal connues par les personnes en difficulté.

- **3. SEC : systèmes d'échanges compensés**

Il est connu en effet que 70 % des nouvelles initiatives économiques de type PME (petites et moyennes entreprises) font faillite dans leur première année d'existence à cause de difficultés de commercialisation. Or, il est possible d'envisager cette situation avant même que les crises de ce « marché embryonnaire » se manifeste, sous forme d'échanges non marchands dans la société. L'existence de circuits collectifs de producteurs / consommateurs peut notamment avoir un impact significatif si ces jeunes entrepreneurs se créent un marché au sein duquel leur production débouche sur une destination sûre : l'organisation des marchés solidaires trouve ici toute sa place, avec du troc direct ou médiatisé par des monnaies complémentaires. Même en Argentine où c'était difficile dans les premiers temps après la chute des grands réseaux de « troc » (trueque), cette possibilité commence à avoir des résultats encourageants. Le phénomène des monnaies complémentaires commence à apparaître au sein de quelques groupements de PME, sous différentes formes, sans prétendre arriver aux chiffres des grands réseaux de troc, qui est plutôt associé aux initiatives individuelles.

En 2011, une voie assez nouvelle vient d'être ouverte comme monnaies sociales virtuelles pour des groupes d'étudiants et leurs familles, au sein d'un programme d'alphabétisation « digitale » dans les écoles publiques. Le ministère de l'éducation a distribué près de 2 millions (OUI !) d'ordinateurs portables aux étudiants, qui les gardent à la maison et représentent une initiative d'inclusion sociale assez novatrice. Une monnaie sociale nommée « Azul » (bleue) vient d'être lancée en papier, mais aussi installée sous logiciel libre et capable d'être comptabilisées par téléphonie mobile et SMS. -

<http://www.1a1sarmiento.com.ar/2011...>

- **4. GAP : gestion associée et participative**

L'insertion des nouveaux projets productifs, doit être vue comme un instrument permanent de redressement du marché du travail pour les pays soumis à l'ajustement structurel dans la logique du développement local, une composante qui favorise énormément la pérennité de ces initiatives. Ce développement, bien sur, ne doit pas être dirigé vers l'accumulation et le circuit spéculatif, mais plutôt vers le marché intérieur et l'amélioration des conditions de vie locales. C'est là que les pouvoirs publics locaux acquièrent un rôle fondamental et que la gestion État / marché / société civile gagne en importance. Il est évident que cette gestion ne se fait pas spontanément, après des décennies d'autonomie des acteurs sociaux, qui se considèrent plutôt comme des « ennemis » que comme des partenaires. Le changement de paradigme représenté par le budget participatif de Porto Alegre existe dans de nombreuses villes et villages en Amérique latine, mais n'a pas toujours été valorisé comme un instrument nécessaire au développement local intégré et durable. Des différents types de méthodologies ont été développés pour promouvoir cette pratique novatrice et la méthode GAP a été le résultat de l'incorporation des acquis de multiples initiatives réussies en Amérique latine. Il s'agit de trouver sur le terrain des politiques publiques (surtout à niveau local) qui puissent impliquer la population dans la gestion et suivi des différentes initiatives, pour se rapprocher - peu à peu - du budget participatif dans lequel une proportion croissante du budget se fait sous la responsabilité des citoyens organisés. La gestion des espaces publics, les marchés en plein air, en sont des bons exemples. Les espaces de construction démocratique peuvent être créés à partir de l'utilisation de méthodes/techniques de gestion très variées et très simples, qui apparemment ne portent que sur l'efficacité de la gestion, mais qui au contraire promeuvent les conditions de durabilité des initiatives dans la mesure où elles s'approprient les résultats des projets. C'est ce qui se passe dans les différentes expériences de « budget participatif » partout dans le monde, non pas seulement dans la gestion de l'ensemble des politiques publiques comme à Porto Alegre, mais aussi à partir de l'Observatoire International de Démocratie Participative - <http://www.oidp.net> - et des initiatives connues comme PPGA (Planning Participatif et Gestion Associée) en Amérique Latine - <http://www.flacso.org.ar> - .

III. Le Brésil comme espace de création

Le premier pays où nous avons importé le modèle argentin de « club de troc » avec monnaie sociale a été le Brésil, car en fait, nous étions liés par l'expérience des RERS - réseaux d'échanges réciproques de savoirs (Joly, 2004), promus en France par Claire et Marc Herbert Suffren depuis les années '80. Praticants des RERS, quand nous avons connu le premier « club de troc » à Buenos Aires, nous avons tout de suite cru important d'ajouter les « savoirs » au modèle argentin et c'est pour cela que le premier « Nodo » que nous avons animé se présentait comme un espace d'échange de produits, services et savoirs. Exemple précurseur de mixité et d'adaptation à différents contextes et besoins, il y a en 2012 plus de deux cents groupes autonomes, avec monnaies sociales, soit dans les économies populaires, soit dans le domaine culturel tels que les collectifs du « Circuit hors de l'axe » -

www.foradoeixo.org.br - .

C'est au Brésil, donc, grâce à la fois au mouvement d'économie solidaire qui y existait déjà depuis plus de vingt ans et à la présence d'un gouvernement national très sensible aux nouvelles initiatives des organisations de la société civile, que les monnaies sociales ont pu se démultiplier et se transformer, en donnant origine à de nombreux groupes de « troc », des marchés solidaires aux monnaies sociales, des groupes culturels jusqu'aux banques communautaires de développement comme la Banque Palmas - www.bancopalmas.org.br - depuis 2002 et le réseau national de banques communautaires de développement depuis 2006.

La première monnaie sociale Palmas a été lancée en 2002, en collaboration avec l'organisation hollandaise STRO - www.stro.org - et notre RedLASES - www.redlases.org.ar - , au cours du projet « Fomento ». Quelques années plus tard, la Banque Palmas avance sur le modèle théorique argentin - où l'échange entre monnaies sociales et monnaie officielle était rigoureusement interdit - et commence à offrir des prêts en monnaie officielle qui pouvaient être payés en monnaie sociale...sans intérêt bancaire ! Voilà une formule d'innovation majeure, qui a évolué dans le court terme jusqu'à ce que la Banque Centrale du Brésil, soucieuse de son rôle de contrôle de l'émission monétaire, ait décidé d'abord d'intervenir dans cette « banque bizarre » qui n'était qu'une association d'habitants et ait finalement compris... qu'il fallait plutôt appuyer cette initiative de développement local ! En début 2011, il y avait déjà un réseau national de 52 banques communautaires avec des monnaies sociales valables dans leurs territoires.

Voilà, donc, l'explication de l'existence des deux éditions du Forum d'Inclusion Financière promu par la Banque Centrale du Brésil, en novembre 2009 et octobre 2010, avec la participation d'intervenants de différents pays et qui été à l'origine de la signature d'un accord avec le Ministère du Travail et de l'Emploi pour établir les conditions de collaboration en vue de la promotion des initiatives de monnaies sociales et des finances solidaires.

- <http://www.bcb.gov.br/pre/microfina...> - .

Un nouveau pas a été fait avec la thèse de Doctorat d'un fonctionnaire publique de la Banque Centrale, soutenue en 2011 à la Faculté de Droit de l'Université de Brasilia, dont le titre parle de lui-même : « Monnaies sociales, contribution d'un encadrement légal et juridique pour les monnaies locales au Brésil ».

- <http://repositorio.bce.unb.br/bitst...> - .

D'autre part, il faut mentionner un autre fait inédit : le Ministère du Travail et de l'Emploi a créé un Forum permanent pour discuter les politiques publiques à partir du dialogue avec les organisations des travailleurs - www.fbes.org.br - , avec des représentations dans toutes les provinces du pays. À son côté, une Banque Centrale qui appuie des initiatives qui vont - apparemment - contre sa propre raison d'être ! Pour bien comprendre la valeur de ces initiatives récentes, il faut examiner le rôle des banques centrales de tous les pays occidentaux dans les crises financières.

IV. Des nouvelles alliances nécessaires

Les résultats de la méthode *Colibri*, qui peut être caractérisée comme la diffusion du paradigme de l'abondance dans le tissu social, sont fort encourageants jusqu'à présent, même si ils n'ont pas une grande visibilité au niveau international.

Des cas exemplaires suivants sont à mentionner au Mexique, en Argentine (PME et monnaies sociales aux écoles publiques) et au Brésil.

Au Mexique, la création du Réseau Communautaire Sonora a démarré en 2007 et s'est proposé de promouvoir l'articulation de différents acteurs sociaux pour mettre en synergie les ressources locales. Il continue son expansion pour construire un processus de démocratie participative.

- <http://www.redcoson.blogspot.com.ar/> -

- <https://www.facebook.com/media/set/...> -

Conclusion

Ainsi l'expérience argentine - son développement et son déclin - a aujourd'hui des suites. Les enseignements qu'on peut en tirer peuvent largement contribuer à approfondir l'économie sociale et solidaire et le développement durable.

Bibliographie

- Blanc, Jérôme (1998) : « *Les monnaies parallèles : évaluation et enjeux théoriques du phénomène* », Revue d'Économie financière, septembre 1998, n° 49, pp. 81-102.
- Blanc, Jérôme ed. (2006) : *Exclusion et liens financiers : monnaies sociales*. Rapport 2005-6. Lyon, Economica.
- Duboin, Jacques (1951) : *L'économie politique de l'abondance*. Paris, Lédis.
- Duboin, Marie-Louise : *Mais où va l'argent ?*, Paris, Sextant 2009
- Hopkins Rob (2010) : *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Montréal, Ecosociété.
- Joly, Nathalie et Sylvestre, Jean-Pierre : *Logiques d'échange et formes de sociabilité. Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs*, Cahiers d'Ethnologie de la France, n° 20, mai 2005
- Barbe, Noël et Latouche, Serge : *Economies choisies, échanges, circulations et débrouilles*, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 2004
- Kennedy, Margrit : *Interest and Inflation Free Money. Creating an Exchange Medium that works for Everybody and Protects the Earth*, Okemos (Michigan), 1995
- Kennedy Margrit, Lietaer Bernard : *Regionalwährungen. Neue Wege zu nachhaltigem Wohlstand*, Munich, Riemann Verlag, 2004
- Laacher, Smaïn : (2003) , *Les SELs. Une utopie anticapitaliste en pratique*, Coll. Comptoir de la politique, éd. La Dispute, 172 p.
- Latouche, Serge : *Le pari de la décroissance*, Paris, Hachette Pluriel 2010
- Lietaer, Bernard : *The Future of Money. Creating New Wealth, Work and a Wiser World*, Londres : Random House/Century, 2001
- Linton, Michael : www.openmoney.info
- Macarthur, Ellen : *L'économie circulaire et le développement durable* : voir <http://www.ellenmacarthurfoundation...>
- North Peter, Huber Ulli : « *Surviving financial meltdown : Barter Networks in Argentina* », in : P. North, U. Huber, (eds.), *Alternatives spaces of the « Argentinazo »*, Londres : Antipode, 2004
- Olivella, Martí : (2010) <http://consensus.nova.cat/>
- Olivella Martí : *El poder del diner. La monètica, factor de canvi polític*, Barcelona : Labast, 1991
- Partant, François : *La fin du développement : naissance d'une alternative ?*, Paris, Hachette, 1982
- Primavera, Heloisa : *La moneda social de la Red Social del Trueque en Argentina*, 1999

- Primavera, Heloisa : 2001, *Monnaie sociale, permanence opportune ou rupture de paradigme ?* <http://www.socioeco.org/bdf/fr/corp...>
 - Primavera, Heloisa : (2001). *La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique*. Cahier de propositions : - <http://www.socioeco.org/bdf/fr/corp...> -
 - Primavera Heloisa : *Richesse, argent et pouvoir : l'éphémère « miracle argentin » des réseaux de troc*, 2002, <http://www.socioeco.org/bdf/en/corp...>
 - Strega, Stella : www.8thlife.org ____ www.butterflyjobs.info
 - Viveret, Patrick : (2002), *Reconsidérer la richesse*. Rapport de la mission au Secrétariat d'État à l'Economie Solidaire, <http://www.ladocumentationfrancaise...>
 - Winterhalter, Roger : <http://dawhois.com/site/maisoncitoy...>
-

Lire également dans l'encyclopédie

dans l'Encyclopédie

- * Elena Lasida, *L'économie Solidaire : une manière nouvelle de penser l'économie*, N° (63) , mars 2008 .
 - * Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, N° (72) , novembre 2008 .
 - * Jacques Dughéra, *La finance solidaire : histoire et pertinence*, N° (103) , décembre 2009 .
 - * Jacques Dughéra, *Les acteurs de la finance solidaire*, N° (104) , décembre 2009.
-

Sur Internet

- RIPESS Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire www.ripess.org
 - Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire : www.alliance21.org
 - Forum Brasileiro de Economia Solidaria : www.fbes.org.br
 - Consenso de Barcelona : <http://consensus.nova.cat/>
 - Transition Towns : <http://www.transitionnetwork.org/>
 - PPGA : (Planning Participatif et Gestion Associée) en Amérique Latine <http://www.flacso.org.ar>.
 - Observatoire International de Démocratie Participative : <http://www.oidp.net>
-